



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان



un programme conjoint
OMCT **fidh**
L'Observatoire pour la
Protection des Défenseurs
des Droits de l'Homme

ALGERIE : Le REMDH et l'Observatoire très préoccupés par la disparition forcée de Nouredine Belmouhoub

Copenhague-Paris-Genève, 25 octobre 2011 - Le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) et l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), expriment leur plus vive inquiétude suite à l'enlèvement par des membres supposés des forces de sécurité de M. Nouredine Belmouhoub, défenseur des droits de l'Homme algérien, porte-parole du Comité de défense des ex-internés des camps de sûreté (CDICS).

Le REMDH et l'Observatoire craignent que les actes de harcèlement dont Nouredine Belmouhoub a été l'objet au mois de septembre ainsi que son enlèvement aient pour objectif d'entraver son activité militante. Le REMDH et l'Observatoire rappellent que N. Belmouhoub, en sa qualité de porte-parole du CDICS, a porté plainte contre le général Khaled Nezzar auprès du Tribunal d'Alger en 2001. N. Belmouhoub a recensé des centaines de cas d'anciens internés dans les camps de sûreté dans le sud de l'Algérie où il avait aussi été détenu en 1992. Le 20 octobre 2011, le général Nezzar a été auditionné par le Ministère public de la Confédération suisse, suite à une plainte déposée par l'organisation TRIAL pour crime de guerre.

Le REMDH et l'Observatoire ont été informés de sources fiables que N. Belmouhoub a été enlevé vers 11h le 23 octobre 2011 à Alger rue Hassiba Ben Bouali par trois personnes qui l'ont embarqué dans une voiture Caddy Volkswagen blanche. Plusieurs témoins dont la personne qui l'accompagnait ont assisté à la scène mais la rapidité avec laquelle s'est déroulé l'opération les a empêchés de noter le numéro de la plaque d'immatriculation. Un des témoins directs déclare également avoir aperçu un gyrophare bleu placé sur le tableau de bord du véhicule.

Après plus de 48 heures, sa famille reste sans nouvelles de son sort, malgré ses démarches auprès des autorités concernées. En effet, ni la gendarmerie, ni la police, ni le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) n'ont ni donné d'information sur son sort ni confirmé son arrestation.

D'après ses proches, peu avant sa disparition, il avait subi une série d'actes d'intimidation et de harcèlement. N. Belmouhoub avait notamment fait part du fait qu'il se savait suivi depuis plusieurs jours par des personnes qu'il aurait identifiées comme étant des agents du DRS. Il avait également exprimé sa crainte d'être arrêté prochainement.

Par ailleurs, le 14 septembre 2011, N. Belmouhoub avait déjà été agressé et gravement blessé par un inconnu en pleine rue à Alger sur la Place du 1^{er} mai. La plainte qu'il a déposée suite à cette agression n'a pas eu de suite à ce jour.

Le REMDH et l'Observatoire dénoncent fermement cet enlèvement qui constitue un acte de disparition forcée privant N. Belmouhoub de la protection de la loi et l'exposant au risque d'actes de torture ou de mauvais traitement. Nos organisations demandent aux autorités algériennes de:

- informer immédiatement sa famille et son avocat du lieu de détention de N. Belmouhoub ainsi que des motifs de son arrestation ;
- garantir son accès à un avocat ;
- garantir son intégrité physique et morale ;
- et procéder à sa libération immédiate et inconditionnelle dans la mesure où celle-ci ne vise qu'à entraver ses activités de défense des droits de l'Homme.



Défenseur des droits de l'Homme algérien, Noureddine Belmouhoub est porte-parole du Comité de défense des ex-internés des camps de sûreté (CDICS). Il est aussi parmi les membres fondateurs du Front du changement national, un mouvement créé en mars 2011 par des défenseurs des droits humains et des militants algériens qui œuvrent en faveur d'un changement démocratique et pacifique du régime.

Contacts :

REMDH : +45 32 64 17 00

FIDH : Karine Appy / Arthur Manet : + 33 1 43 55 25 18

OMCT : Delphine Reculeau : + 41 22 809 49 39